



**Le Syndicat National de l'Administration
Scolaire Universitaire et des Bibliothèques**

Collèges, lycées, EREA, rectorats, DSDEN, CIO,
établissements d'enseignement supérieur,
Canopé, CNED, CROUS, ONISEP, laboratoires,
bibliothèques, Jeunesse et sports...



Motion d'actualité

adoptée par la Commission administrative nationale du SNASUB-FSU des 13 et 14 septembre 2022

Un gouvernement sourd aux urgences sociale et climatique...

La rentrée scolaire et universitaire 2022/2023 se déroule dans un contexte particulier, marqué notamment par l'aggravation des conséquences des crises économique, sociale et guerrière mais aussi climatique, dont les effets se combinent.

La forte inflation constatée pour le premier semestre 2022 (plus de 6%) ampute gravement le pouvoir d'achat de bon nombre de salarié.es, du public comme du privé, ainsi que de nombreux retraité.es, de jeunes et de citoyen.nes qui perçoivent les minima sociaux.

Le gouvernement - sous la pression de la situation politique qui l'a privé de majorité parlementaire absolue à l'issue de la séquence électorale du début de l'année - aura finalement concédé quelques mesures destinées à freiner la catastrophe dans sa loi dite du pouvoir d'achat.

Rien, pour autant, de nature à protéger efficacement et de façon durable le pouvoir d'achat des salarié.es (+3,5% d'augmentation de la valeur du point d'indice fonction publique au 1^{er} juillet 2022) ni même des retraité.es (+4% de revalorisation des pensions) puisque que le gouvernement d'Elisabeth Borne s'est refusé à engagé une politique d'augmentation des salaires, des pensions, des minima sociaux ou des bourses d'études au moins en rapport avec l'inflation actuelle.

Malgré les profits considérables réalisés en 2021 par bon nombre d'entreprises - toujours soutenus par une très coûteuse politique publique financée par le budget de l'Etat - et qui ont permis aux entreprises du CAC 40 de verser plus de 40 milliards d'euros à leurs actionnaires au premier semestre 2022 - battant ainsi tous les records en Europe - le gouvernement maintient sa politique de soutien aux entreprises

Réduction de l'impôt des sociétés, refus de créer un impôt exceptionnel sur ces profits faramineux, suppression de l'impôt sur la fortune, tout est fait pour continuer l'aide gouvernementale, massive, aux profits des entreprises sans que cela ne vienne soutenir réellement ni l'investissement ni les salaires des travailleurs.euses.

Cette politique est inacceptable car elle ne prend pas en compte la situation de dizaines de millions de salarié.es, de retraité.es, de jeunes en formation ou dans la précarité. Elle participe au creusement des inégalités de revenus car elle maintient une redistribution globale des richesses créées injuste et inégalitaire.

Cette politique est tout autant inacceptable car elle n'agit en rien sur les causes de la crise climatique qui est là et dont les effets ont largement marqué les journées sèches et brûlantes de cet été.



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Une rentrée compliquée dans nos services et établissements...

DANS nos établissements, services et universités, cette rentrée s'effectue dans un contexte sanitaire plus léger mais dans des conditions qui inquiètent compte tenu des politiques menées depuis des années maintenant et qui ont dégradé nos services publics, d'éducation, de la jeunesse, d'enseignement supérieur et de recherche et de la culture.

Collectifs de travail en sous effectif, emplois non pourvus, réorganisations de services arbitraires, introduction de nouveaux « outils » professionnels au forceps, perte de sens de nos métiers, précarisation des équipes par le recours massif à l'emploi de collègues contractuels, in-

compréhension et frustration face aux tableaux annuels des mutations ou des promotions décidés par les hiérarchies dans l'opacité la plus grande... La liste est longue mais non exhaustive !

Pour nous comme pour la majorité des personnels de nos champs professionnels règne en tout cas le sentiment de n'être pas reconnus par notre employeur, à la hauteur de nos missions, au service du public. A la hauteur de nos qualifications acquises dans le quotidien de l'exercice de nos métiers. Et pourtant, nous avons pu constater lors de la crise liée au Covid19 combien les services publics pouvaient être utiles à la population.

Pas touche à nos retraites !

AL'OCCLUSION d'une rencontre avec des journalistes, le Président de la République s'est fendu d'une nouvelle déclaration tonitruante pour réaffirmer sa volonté de dégrader encore les conditions de départ en retraite des salarié.es du public comme du privé, recyclant toutes les lubies libérales en projet : recul à 64 ans de l'âge de départ, allongement de la durée de cotisation et renforcement du système de décote-surcote...

Le SNASUB-FSU est en absolue opposition à une telle politique tant elle est à l'inverse de celle qu'il faudrait aujourd'hui pour faire face à la crise.

Plutôt que d'affaiblir tous les mécanismes salariaux et sociaux de redistribution des richesses, **nous revendiquons au contraire un droit à la retraite à taux plein dès 60 ans.** Nous construirons toutes les mobilisations nécessaires pour éviter toutes les régressions annoncées.

Face à cette situation, les personnels de nos secteurs ont besoin d'une organisation syndicale offensive et déterminée à les informer, les conseiller et les défendre. Le SNASUB-FSU est pour elles et eux.

D'une organisation syndicale qui n'hésite pas à mobiliser les salarié.es pour porter haut et fort les revendications et les faire aboutir. Le SNASUB-FSU est aussi pour elles et eux !

Le SNASUB-FSU se prononce pour le retrait des plans Macron d'« Écoles du futur » et « Marseille en Grand » qui poursuit le démantèlement de l'éducation nationale, par le recrutement des personnels directement par les établissements, ce qui attaque lourdement le statut des fonctionnaires. La SNASUB-FSU s'oppose à ces plans qui sont un nouveau pas en avant vers la décentralisation de l'éducation nationale.



SNASUB-FSU
F.S.U.

JE VOTE

Du 1^{er} au 8 décembre,
FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX
avec les syndicats de la FSU

Notre feuille de route syndicale en cette rentrée 2022-2023

1 – Contre la vie chère, pour l'augmentation générale des salaires, des pensions, des minima sociaux et des bourses d'études, l'heure est à la mobilisation !

Dans l'unité, en grève et dans les manifestations le jeudi 29 septembre prochain !

La faiblesse des mesures contenues dans la loi dite du pouvoir d'achat comme des mesures de revalorisation de la valeur du point d'indice (de 4,68 euros bruts à 4,84), des pensions ou des bourses des étudiant.es montre que le gouvernement maintient une politique qui ne vise pas à protéger la majorité de la population – les salarié.es, les retraité.es, les jeunes – des effets dramatiques des crises économique, sociale ou climatique.

Les récents propos d'Emmanuel Macron sur la fin à venir d'une période d'abondance montre aussi son aveuglement face aux situations d'urgence vécues par bon nombre de citoyen.nes, de familles et de leurs jeunes, dont bon nombre de nos élèves et étudiant.es.

Il est donc urgent de construire toutes les mobilisations collectives qui doivent permettre d'imposer une nouvelle répartition des richesses créées. Les dizaines de milliards d'euros (44,3) distribués en France aux actionnaires au premier semestre 2022 – au détriment des investissements et

des salaires des travailleurs.euses – doivent, notamment, pouvoir être utilisés pour répondre enfin aux urgences sociale et climatique. A commencer par le jeudi 29 septembre prochain ! L'argent existe, en tout cas, pour satisfaire nos revendications en la matière !



2 – LA REVALO, IL LA FAUT POUR TOUTES ET TOUS, pour tous les personnels de l'ensemble de nos champs professionnels !

Le plan pluriannuel (2021 à 2026) de requalification et de revalorisation de la filière administrative va continuer, le ministre nous a annoncé l'existence d'une enveloppe catégorielle pour 2023 pour les administratifs. Ces mesures de revalorisation destinées à une filière professionnelle doivent être étendues pour toutes les filières hors enseignantes de nos ministères : l'existence d'une DGRH unique est d'ailleurs un atout pour mettre en œuvre un tel plan, global et pour toutes et tous, ce que nous revendiquons depuis des mois maintenant.

La loi de Transformation de la Fonction publique facilite le recrutement de contractuels sans offrir de perspective de titularisation. Le SNASUB-FSU milite pour que les dizaines de milliers d'agents non titulaires de nos champs de syndicalisation soient mieux considérés, qu'ils obtiennent une amélioration de leurs rémunérations : à travail égal, salaire égal. Nous constatons en même temps que des obstacles à la CDIisation leur sont opposés, par pure hypocrisie des administrations qui considèrent « normale » la multiplication de contrats sur besoins temporaires. Alors que le ministre Pap Ndiaye a annoncé fin août « un concours exceptionnel de titularisation » de contractuels enseignants

du premier degré, nos propres collègues contractuels, personnels administratifs et techniques, ne sont pas pris en compte pour l'ouverture de procédures de titularisation. Nous exigeons l'ouverture de concours réservés en A et B et la titularisation directe en catégorie C ainsi que l'utilisation des listes complémentaires pour recruter des personnels souvent déjà formés dans nos services et établissements.



3 – Organiser partout la solidarité syndicale élémentaire

En développant partout nos permanences syndicales pour renseigner les collègues sur leurs nombreuses questions durant cette période de rentrée : emploi du temps et calcul annuel des obligations de service, affectations difficiles, refus de mutation ou de détachement, réorganisation de service arbitraire et brutale... Nos délégués syndicaux sont partout disponibles, au service de leurs collègues !



4 – Diffuser partout notre Mémento 2022-2023, notre brochure d'information syndicale

Elle représente un acte concret de solidarité, un effort syndical important pour mettre dans les mains des collègues de nombreuses informations élémentaires qui doivent leur permettre de mieux comprendre leur environnement professionnel ainsi que les enjeux de la situation économique et sociale, politique et climatique.



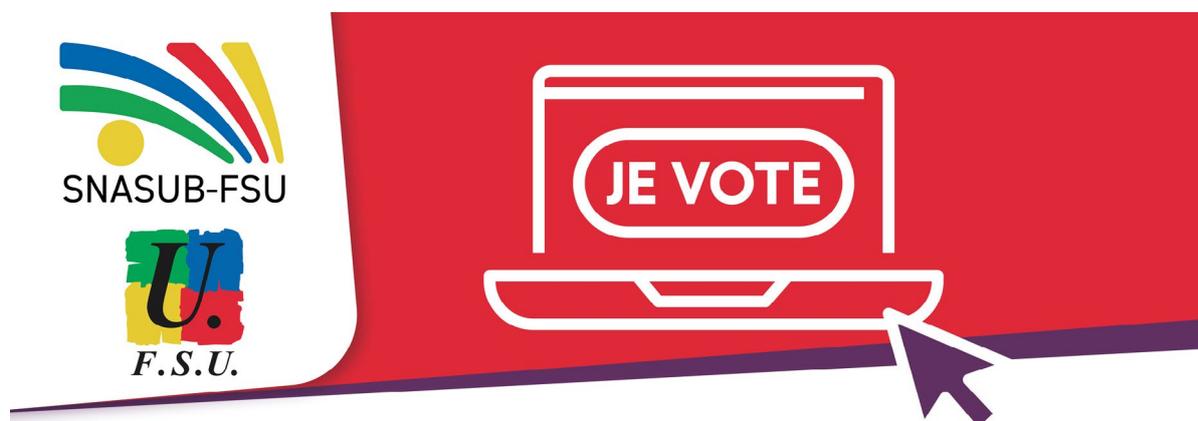
5 - Préparer partout, avec la FSU à chaque niveau pertinent, les listes de nos candidat.es pour les élections professionnelles de décembre 2022

Notre syndicalisme a besoin d'être reconnu par nos collègues pour être efficace et utile. Notre syndicalisme a besoin de délégués du personnel élu.es pour porter les revendications au devant des hiérarchies lors des rendez-vous réguliers qu'elles nous fixent – les réunions de comités techniques ou de CHSCT - obligées qu'elles sont par les textes instaurant le paritarisme dans la fonction publique de notre pays, même partiellement démantelé par la loi du 6 août 2019.

Pour cela, il nous faut présenter des candidat.es à tous les niveaux et décider de mener une campagne d'expres-

sion syndicale destinée à convaincre nos collègues de l'importance d'élire des délégués du personnel qui les représenteront, informeront et défendront efficacement.

L'ensemble de notre activité syndicale en cette rentrée est l'occasion de renforcer notre syndicat et le réseau de solidarité concrète qu'il représente partout où il intervient. Partout, le SNASUB-FSU déploie sa campagne de syndicalisation pour être toujours plus fort et efficace pour porter haut les revendications et gagner des améliorations avec et pour les collègues.



Du 1^{er} au 8 décembre,
▶ FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX ◀
avec les syndicats de la FSU